

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article3241>

Au journal officiel du 5 mai 2012

- Actualité - Au journal officiel -



Date de mise en ligne : samedi 5 mai 2012

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous

droits réservés

Concours d'ETAPS, de techniciens territoriaux et de professeurs territoriaux d'enseignement artistique / Directive régionale d'aménagement de la région Poitou-Charentes (forêts dunaires atlantiques) / Constitution de garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées (y compris installations de tri et traitement de déchets) / Stratégie nationale pour la mer et le littoral dans les collectivités d'outre-mer / Taxe d'aéroport / Droits à compensation des transferts de compétence au profit des collectivités territoriales / Risques d'exposition à l'amiante / Sécurité des opérations sur les installations électriques / Fusion des professions d'avocat et d'avoué près les cours d'appel / Recensement de la population de Mayotte et de la Polynésie française / Grand Prix de France / Servitudes radioélectriques / Création d'une zone d'aménagement différé sur les communes de Bordeaux, Begles et Floirac (Gironde)

[1]

Concours et examens

– Arrêté du 16 mars 2012 portant ouverture au titre de l'année 2012 des [concours de recrutement externe, interne et troisième voie d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives](#) par le centre de gestion des Pyrénées-Orientales conjointement avec les centres de gestion de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques, de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn, de Tarn-et-Garonne, de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Vienne, de la Corrèze et de la Haute-Vienne NOR : IOCB1220026A

– Arrêté du 30 mars 2012 modifiant l'arrêté du 24 janvier 2012 portant ouverture au titre de l'année 2012 de concours organisés pour le [recrutement de techniciens territoriaux principaux de 2e classe](#) NOR : IOCB1221414A

– Arrêté du 30 mars 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 de concours de recrutement externe et interne de [professeurs territoriaux d'enseignement artistique](#) spécialité « musique », discipline « musique ancienne » (tous instruments), par le centre départemental de gestion de la Haute-Vienne en accord avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs et organisateurs NOR : IOCB1222212A

– Arrêté du 17 avril 2012 portant ouverture de concours pour le recrutement de [professeurs territoriaux](#)

Environnement

- Arrêté du 19 avril 2012 portant approbation de la [directive régionale d'aménagement de la région Poitou-Charentes - forêts dunaires atlantiques](#) NOR : AGRT1134670A
 - Décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 relatif à l'[obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement](#) NOR : DEVP1116422D [2]
 - Ordonnance n° 2012-644 du 4 mai 2012 portant [extension et adaptation de la stratégie nationale pour la mer et le littoral dans les collectivités d'outre-mer](#) NOR : OME01132809R [3]
 - Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2012-644 du 4 mai 2012 portant [extension et adaptation de la stratégie nationale pour la mer et le littoral dans les collectivités d'outre-mer](#) NOR : OME01132809P
-

Fiscalité et finances publiques

- Arrêté du 13 avril 2012 modifiant l'arrêté du 28 mars 2012 fixant la [répartition du produit de la majoration de la taxe d'aéroport](#) NOR : DEVA1220271A
 - Arrêté du 26 avril 2012 constatant les [montants des droits à compensation résultant pour les départements de la prise en charge des dépenses d'action sociale consécutive au transfert des personnels titulaires du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement qui participent à l'exercice des compétences transférées dans le domaine des routes nationales en application de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et à l'exercice des compétences transférées au département de la Seine-Saint-Denis dans le domaine des routes départementales](#) NOR : IOCB1126413A
 - Arrêté du 26 avril 2012 constatant le [montant du droit à compensation résultant pour certaines collectivités territoriales ou leurs groupements de la prise en charge des dépenses d'action sociale consécutive au transfert des personnels titulaires du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement qui participent à l'exercice des compétences transférées dans le domaine des aéroports en application de l'article 28 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales](#) NOR : IOCB1126518A
 - Arrêté du 27 avril 2012 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2009 relatif aux [modalités de déclaration des exploitants d'aéroports pour l'établissement du tarif passager de la taxe d'aéroport](#) NOR : DEVA1131382A
-

Hygiène et sécurité au travail

– Arrêté du 26 avril 2012 relatif aux normes définissant les [opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalités recommandées pour leur exécution](#) NOR : ETST1221892A

– Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux [risques d'exposition à l'amiante](#) NOR : ETST1208459D [4]

Justice

– Décret n° 2012-634 du 3 mai 2012 relatif à la [fusion des professions d'avocat et d'avoué près les cours d'appel](#) NOR : JUSC1204079D [5]

Recensement

– Décret n° 2012-635 du 3 mai 2012 organisant le [recensement de la population de Mayotte en 2012](#) NOR : EFIS1208518D [6]

– Décret n° 2012-636 du 3 mai 2012 organisant le [recensement de la population de la Polynésie française en 2012](#) NOR : EFIS1208520D [7]

Sport

– Arrêté du 3 mai 2012 portant approbation de la convention constitutive du [groupement d'intérêt public « Grand Prix de France »](#) NOR : SPOK1222299A

TIC

– Décret du 3 mai 2012 fixant l'[étendue des zones et les servitudes applicables au voisinage d'un centre radioélectrique pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques](#) NOR : DEFD1209459D

Urbanisme

– Décret n° 2012-646 du 3 mai 2012 portant [création d'une zone d'aménagement différé sur les communes de Bordeaux, Bègles et Floirac \(Gironde\)](#) NOR : LOGL1134366D

[L'intégralité du JORF n°0106 du 5 mai 2012](#)



[1] Photo : © Kret

[2] L'exploitation de certaines installations classées pour la protection de l'environnement est subordonnée à l'obligation de constitution de garanties financières, destinées à assurer la dépollution et la remise en état du site en cas de cessation d'activité ou d'accident. Tel est déjà le cas, par exemple, des carrières, des décharges et des installations relevant de la directive SEVESO. Cette obligation est étendue aux installations soumises à autorisation et aux installations de transit, regroupement, tri ou traitement des déchets soumises à autorisation simplifiée susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Les garanties financières peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

[3] La stratégie nationale pour la mer et le littoral prévue aux articles L. 219-1 et L. 219-2 du code de l'environnement fixe les principes et les orientations nationales de la gestion intégrée de la mer et du littoral. Elle se décline localement dans les documents stratégiques qui constituent le cadre de référence local de la gestion intégrée de la mer et du littoral.

[4] Le décret précise, conformément aux articles L. 4111-6 et L. 4412-1 du code du travail, les modalités selon lesquelles la protection des travailleurs contre les risques d'exposition à l'amiante est assurée, notamment en ce qui concerne la détermination de la valeur limite d'exposition professionnelle, les conditions du contrôle du respect de cette valeur limite ainsi que les modalités de mesurage des empoussièrtements. Le décret fixe, en outre, les règles techniques, les moyens de prévention collective et les types d'équipements individuels nécessaires à la protection des travailleurs contre ces expositions. Il prévoit, par ailleurs, un dispositif unique de certification des entreprises d'encapsulage (terme défini par le décret) ou de retrait de matériaux contenant de l'amiante.

[5] Le décret tire les conséquences de la fusion des professions d'avocat et d'avoué près les cours d'appel. Il transfère pour partie les attributions autres que disciplinaires des chambres des compagnies des avoués à la Chambre nationale des avoués, laquelle est maintenue par le législateur jusqu'au 31 décembre 2014. Le patrimoine des bourses communes des chambres des compagnies est également transféré vers la chambre nationale, cette dernière étant en contrepartie chargée de souscrire une assurance couvrant la garantie subséquente des anciens avoués. Le décret prévoit par ailleurs qu'à compter de la disparition de la Chambre nationale des avoués le patrimoine de celle-ci est transféré au Conseil national des barreaux. Enfin, le décret précise les nouvelles modalités de la procédure permettant l'obtention de l'honorariat par les anciens avoués.

[6] Ce décret fixe la période de collecte du recensement de la population à Mayotte (du 21 août au 17 septembre 2012) et renvoie à un arrêté du ministre chargé de l'économie l'autorisation de mise en œuvre du traitement de données à caractère personnel associé.

[7] Ce décret fixe la période de collecte du recensement de la population en Polynésie française (du 22 août au 18 septembre 2012) et renvoie à un arrêté du ministre chargé de l'économie l'autorisation de mise en œuvre du traitement de données à caractère personnel associé. Il interdit tout recensement complémentaire durant l'année 2012.